



Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

SAFER

Nigeria

British International Investment engage 65 millions \$ pour renforcer la production d'engrais d'Indorama au Nigeria

P.6



Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

SOMMET FUTURE-READY LEADERSHIP Page 3

« Positionnez-vous pour les éventualités futures » dicit Dr George Agyekum Donkor



Dr George Agyekum Donkor,
Président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)

INVESTISSEMENT
Les investisseurs mauriciens explorent le potentiel de l'Afrique de l'ouest

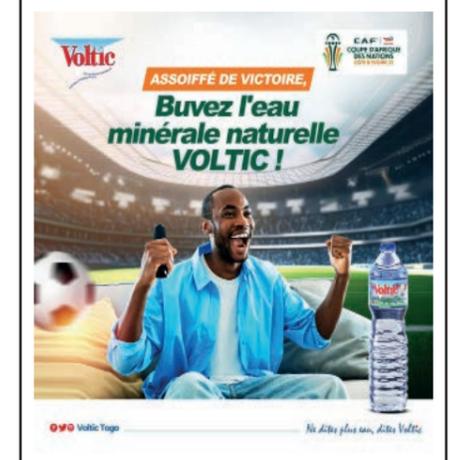
Page 4

INTÉGRATION RÉGIONALE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
Sani Yaya reçoit Abdoulaye Diop de l'UEMOA

Page 2

BRVM
BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES
Afrique de l'Ouest

Voltic
ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,
Buvez l'eau minérale naturelle VOLTIC !



CAF CÔTE D'IVOIRE CHAMPION DU MONDE

Ne dites plus non, dites Voltic

PARTAGEZ PLUS

LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.

CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Intégration régionale et développement économique

Sani Yaya reçoit Abdoulaye Diop de l'UEMOA

Le 22 mars dernier, au Centre Administratif et des Services Économiques et Financiers (CASEF) à Lomé, le Ministre togolais de l'Économie et des Finances, Sani Yaya, a accueilli le Président de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), Abdoulaye Diop, pour une séance de travail axée sur les questions d'intégration régionale.

Joël JAY

Cette rencontre a été l'occasion pour les deux dirigeants d'échanger sur des sujets cruciaux concernant l'intégration régionale, démontrant ainsi l'engagement continu du Togo envers l'UEMOA et ses objectifs communs.

Au cours de cette séance, le Président Abdoulaye Diop a présenté un rapport détaillé sur l'état de l'Union pour l'année 2023. Lors d'une cérémonie distincte organisée le jour précédent à Lomé, le Président a partagé ce rapport avec les Députés du Comité Interparlementaire (CIP) de l'UEMOA, présidé par Abdoulaye Soma.

Dans son discours, le Président par intérim du CIP, Abdoulaye Soma, a salué cette tradition conforme à l'article 35 du Traité constitutif de l'Union, soulignant l'importance de la présentation annuelle du rapport sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union au Comité Interparlementaire.

Le rapport du Président Diop a mis en lumière les progrès réalisés au sein de l'Union en 2023 malgré les défis persistants, notamment sur le plan sécuritaire et économique. Les initiatives entreprises par l'UEMOA dans des domaines tels que la surveillance multilatérale, la modernisation des finances publiques, et l'édification du marché commun ont été soulignées, montrant ainsi les avancées significatives réalisées au cours de l'année écoulée.

« Les activités des Organes de l'Union se sont déroulées dans un environnement où la croissance économique s'est située à 5,7% comme en 2022, en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs d'activités dans un contexte de baisse des prix. Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union en 2023 est ressorti à 3,7% contre 7,4% en 2022. Au niveau des finances publiques de l'Union, le déficit budgétaire global a représenté 5,3% du PIB contre 6,7% en 2022 en raison de la hausse des recettes publiques

plus importante que celle des dépenses » a-t-il indiqué.

En conformité avec les dispositions des articles 26 et 36 du Traité de l'Union, le Président de la Commission de l'UEMOA a rappelé l'obligation de soumettre chaque année aux Députés membres du Comité Interparlementaire un rapport général sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union, soulignant ainsi la transparence et la responsabilité institutionnelle au sein de l'organisation régionale.

Cette rencontre entre le Ministre togolais de l'Économie et des Finances et le Président de la Commission de l'UEMOA témoigne de l'engagement continu des pays membres envers l'intégration régionale et de leur détermination à surmonter les défis pour le bien-être et le développement durable de la région ouest-africaine.

L'importance de cette réunion entre le Ministre Sani Yaya et le Président Abdoulaye Diop ne peut être sous-estimée, car elle souligne la volonté commune de



promouvoir la coopération économique et financière au sein de l'UEMOA. Le Togo, en tant que membre actif de cette union régionale, continue de jouer un rôle crucial dans la réalisation des objectifs communs de prospérité et de stabilité dans la sous-région ouest-africaine.

La discussion entre les deux responsables a permis de mettre en lumière les défis auxquels l'Union est confrontée, notamment sur les plans sécuritaire et économique. Malgré ces défis, le rapport annuel présenté par le Président de la Commission de l'UEMOA témoigne de progrès significatifs réalisés en 2023 dans divers domaines clés.

La présentation du rapport devant les Députés du Comité Interparlementaire offre une occasion précieuse d'assurer

la reddition de comptes et la transparence au sein de l'organisation régionale. Cette démarche renforce la légitimité des actions entreprises par l'UEMOA et favorise la confiance des citoyens dans les institutions régionales.

La réunion entre le Ministre togolais de l'Économie et des Finances et le Président de la Commission de l'UEMOA reflète l'engagement continu des pays membres envers l'intégration régionale et la coopération économique. Elle souligne également l'importance de la collaboration entre les institutions nationales et régionales pour relever les défis communs et promouvoir le développement durable dans la région ouest-africaine.

FSRP

813 éleveurs et entrepreneurs agricoles bénéficient d'un appui dans les Savanes

Au Togo, le renforcement de la résilience des populations dans la partie septentrionale du pays se poursuit. 813 éleveurs et promoteurs de sous-projets d'entrepreneuriat agricole et agroalimentaire issus de la région des Savanes ont reçu jeudi 21 mars du gouvernement, un appui en équipement d'élevage, matériaux de construction et des chèques.

Anissatou AFFO

L'initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Pro-

gramme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) qui alloue une partie de ses ressources au financement des actions

inscrites par le gouvernement dans le Programme d'Urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS).

L'objectif, a expliqué le directeur de cabinet du ministre de l'agriculture, Konlani Dindioque, est de renforcer la résilience des populations face aux menaces grandissantes de la crise du Sahel et aux effets néfastes de la crise sanitaire de Covid-19.

Pour rappel, le FSRP, financé par le Banque Mondiale, intervient entre autres, à l'amé-

lioration des rendements et de la productivité agricole, à la mise en place des infrastructures d'irrigation, au développement de la mécanisation agricole, et à l'accès aux intrants agricoles.

<https://www.republiquetogo-laise.com/>

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publicationKomlan KPATIDE
00228 90 05 05 08**Rédacteur en Chef**Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83**Rédacteurs**Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE**Direction Commerciale**

00228 97 25 84 84

GraphisteStan AZIATO
91 77 02 74**Imprimerie**ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Sommet Future-Ready Leadership

« Positionnez-vous pour les éventualités futures » dixit Dr George Agyekum Donkor

Lors du sommet Future-Ready Leadership organisé par la Nobel Business International School (NIBS) le 13 mars 2024 à Accra, le Dr George Agyekum Donkor, Président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), a lancé un appel pressant aux chefs d'entreprise africains pour qu'ils se préparent à toute éventualité future face aux récents bouleversements mondiaux.

Joël JAY

S'adressant à un public composé de leaders d'opinion, de hauts responsables gouvernementaux et d'éminents chefs d'entreprise, le Dr Donkor a souligné les défis posés par des chocs externes successifs, tels que la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les conflits à Gaza, ainsi que les chocs internes qui ont ébranlé les fondements de nombreuses entreprises à travers le monde.



Selon le Président de la BIDC, ces perturbations ont entraîné des conséquences économiques majeures, notamment des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et une inflation croissante, nécessitant une adaptation rapide et efficace de la part des entreprises.

Pour répondre à ces défis, le Dr Donkor a préconisé une approche proactive en deux volets : anticiper les scénarios futurs et intégrer une grande flexibilité dans la structure organisationnelle des entreprises pour permettre des réponses rapides et adaptatives. Il a également souligné l'importance cruciale pour les entreprises d'investir dans la conformité aux exigences de gouvernance environnementale et sociale (ESG) ainsi que dans l'utilisation proactive de la technologie pour améliorer

les opérations.

« Il faut un leader transformationnel pour conduire une organisation dans une vision tournée vers l'avenir », a déclaré le Dr Donkor, mettant en avant le rôle crucial des dirigeants pour guider leurs entreprises à travers les défis actuels et futurs.

Ce sommet, organisé par la Nobel Business International School, a offert une plateforme de discussion et de réflexion pour les acteurs économiques africains sur la manière de créer des entreprises plus résilientes et adaptées aux réalités changeantes, contribuant ainsi au développement durable du continent.

Coopération

Le Prof Robert Dussey reçu à l'Organisation des Etats Américains

Dans un effort visant à consolider les liens interrégionaux et de promouvoir la coopération mutuellement bénéfique, le ministre togolais des affaires étrangères, Prof Robert Dussey en partenariat avec le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA) Luis Almagro, ont récemment engagé des discussions fructueuses pour renforcer les relations entre le Togo et l'OEA.

Anissatou AFFO

Lors de leur réunion mardi dernier à Washington, le ministre togolais des affaires étrangères, Prof Robert Dussey et le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA) Luis Almagro, ont convenu de travailler ensemble sur les défis communs en Afrique et dans les Amériques, particulièrement sur la sécurité, le terrorisme et le développement. Les deux personnalités ont souligné l'importance de renforcer la coopération inter-



régionale. le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA) Luis Almagro, s'est engagé à soutenir les efforts du Togo en matière de développement économique et social, soulignant l'importance

d'une collaboration étroite entre l'OEA et le Togo pour relever les défis communs et saisir les opportunités de croissance et de prospérité. « En tant qu'observateur permanent auprès de l'OEA, j'ai invité le Togo à profiter de la position stratégique de notre

organisation dans la région », a déclaré Luis Almagro.

Récemment devenu observateur permanent au sein de cette organisation qui joue un rôle crucial dans la promotion de la coopération et du développement dans les Amériques ainsi que dans la défense des principes démocratiques, des droits de l'homme et de la sécurité régionale, Le Togo a établi un partenariat visant à renforcer la coopération entre le Togo en Afrique et l'Organisation des Etats Américains (OEA). Cette collaboration est considérée comme un moyen efficace de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable dans les deux régions.

Le chef de la diplomatie togolaise a profité de l'occasion pour inviter M. Almagro

au prochain Congrès panafricain prévu en octobre à Lomé en présence de Frédéric Hegebe, ambassadeur du Togo à Washington.

En gros modo, cette initiative de coopération interrégionale entre le Togo et l'Organisation des Etats Américains (OEA) illustre l'importance croissante des liens entre le Togo et l'Amérique et ouvre la voie à une collaboration plus étroite et plus dynamique pour relever les défis mondiaux et le bien-être de tous.

Pour rappel, l'OEA, créée en 1948, met en place des programmes et projets visant à réduire la pauvreté, à améliorer l'éducation, à renforcer la santé publique, à promouvoir le commerce et l'investissement, ainsi qu'à résoudre les conflits.

À vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une pailote à Agoo assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 22 mars 2024

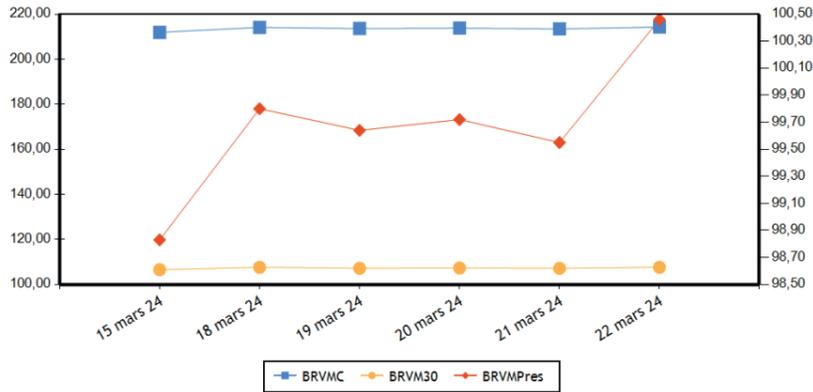
N° 58

BRVM COMPOSITE	214,29
Variation Jour	0,40 % ↑
Variation annuelle	0,07 % ↑

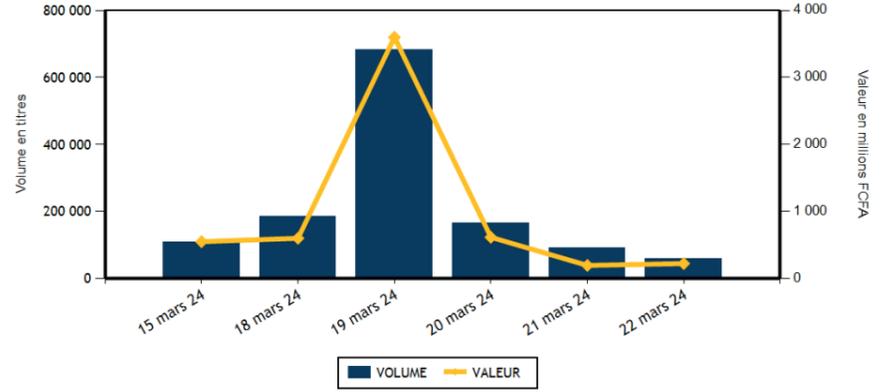
BRVM 30	107,63
Variation Jour	0,41 % ↑
Variation annuelle	-0,20 % ↓

BRVM PRESTIGE	100,46
Variation Jour	0,91 % ↑
Variation annuelle	-1,00 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 971 947 130 421	0,40 %
Volume échangé (Actions & Droits)	57 950	-35,54 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	209 962 266	13,33 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	8	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 315 132 496 907	0,04 %
Volume échangé	1 597	39,96 %
Valeur transigée (FCFA)	14 263 820	25,18 %
Nombre de titres transigés	8	14,29 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 605	7,36 %	8,81 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 250	5,35 %	1,56 %
SETAO CI (STAC)	805	5,23 %	-10,56 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 300	4,55 %	-12,88 %
SAPH CI (SPHC)	2 500	4,17 %	6,38 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	3 700	-4,76 %	13,15 %
UNIWAX CI (UNXC)	515	-3,74 %	-3,74 %
SITAB CI (STBC)	6 850	-1,79 %	15,22 %
SOGE CI (SDCC)	4 350	-1,02 %	-8,81 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 350	-0,93 %	-10,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,46	0,91 %	-1,00 %	8 780	67 447 265	6,53
BRVM-PRINCIPAL	36	104,14	0,36 %	0,17 %	49 170	142 515 001	12,43

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,30	-0,52 %	0,27 %	11 099	15 510 315	39,41
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	526,75	0,13 %	-0,89 %	11 127	64 607 330	8,01
BRVM - FINANCES	15	87,23	1,00 %	0,94 %	28 186	113 489 066	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	379,89	0,63 %	14,78 %	1 666	2 592 755	8,43
BRVM - AGRICULTURE	5	172,76	-0,47 %	6,93 %	3 221	9 094 370	7,47
BRVM - DISTRIBUTION	7	315,19	0,41 %	-3,97 %	2 637	4 657 160	11,20
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	993,28	5,23 %	-10,55 %	14	11 270	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,80
Taux de rendement moyen du marché	8,33
Taux de rentabilité moyen du marché	10,34
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	333 055,00
Valeur moyenne annuelle par séance	803 429 190,70

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	1,95
Ratio moyen de satisfaction	2,47
Ratio moyen de tendance	127,01
Ratio moyen de couverture	78,73
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,45
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Nigeria

British International Investment engage 65 millions \$ pour renforcer la production d'engrais d'Indorama au Nigeria

C'est le quatrième engagement de l'agence britannique de financement du développement au sein de la société nigérienne Indorama, depuis 2013. L'investisseur d'impact s'est associé à un consortium d'institutionnels dont la SFI pour ce financement.

British International Investment (BII) a investi 65 millions \$ dans l'entreprise nigérienne Indorama, afin de renforcer sa production d'engrais, et financer la construction d'un nouveau terminal portuaire pour ses exportations. L'investissement a été an-

noncé ce vendredi 22 mars 2024.

Cette transaction marque le quatrième engagement de l'agence britannique de financement du développement au sein d'Indorama depuis 2013. L'apport financier fait partie d'un financement plus important

de 1,25 milliard \$ fourni par un consortium d'investisseurs comprenant la SFI, des banques commerciales, des investisseurs d'impact et d'autres institutions financières de développement.

L'agence britannique et ses associés financent le développement d'une troisième ligne de production d'engrais d'Indorama. L'entreprise dispose actuellement de deux lignes opérationnelles qui desservent le

marché nigérien, soutenant le secteur agricole du pays, qui représente 1/4 de son PIB.

La nouvelle installation de production sera complétée par un terminal d'expédition actuellement en construction à Port Harcourt. Ces deux projets contribueront à répondre à la demande mondiale croissante d'engrais.

« Nous sommes ravis de nous associer à la SFI et à d'autres investisseurs d'im-

pect sur ce projet qui stimulera la production d'engrais au Nigeria », a commenté Benson Adenuga, chef de bureau de British International Investment au Nigeria. Et d'ajouter : « notre engagement continu à soutenir l'expansion d'Indorama contribuera également à accroître le potentiel d'exportation du Nigeria et à soutenir la diversification de son économie ». agencecofin.com

Nouvelle ligne de production et d'embouteillage

Castel investit 21 milliards FCFA pour booster les capacités de son usine de Yaoundé

La société brassicole Boissons du Cameroun, filiale locale du groupe français Castel, a inauguré ce 21 mars, une nouvelle ligne de production et d'embouteillage dans son usine de Yaoundé, la capitale du pays. D'une capacité d'embouteillage de 35 000 bouteilles/heure, cette extension a coûté 21 milliards FCFA (environ 32,012 millions d'euros). Elle devrait permettre à Castel de gonfler sa capacité de production de bières, boissons gazeuses et eaux minérales à Yaoundé de 850 000 hectolitres pour passer de 2,8 millions d'hectolitres/an à 3,6 millions d'hectolitres. A l'échelle nationale, le brasseur estime que son volume de production de boissons augmentera de 18% et sa capacité de conditionnement de 31%.

Brasseries du Cameroun a également indiqué qu'elle se servirait de cette extension pour inaugurer la production des produits de marque Guinness. On se souvient qu'il y a tout juste un an, le brasseur fran-

çais renforçait son leadership sur le marché camerounais en rachetant son principal rival, Guinness Cameroon, filiale du britannique Diageo. Le britannique ne disposait que d'une seule usine, celle de Douala. En plus de Yaoun-

dé, Castel prévoit également renforcer les capacités de ses usines de Bafoussam et Garoua.

Le français explique que ces investissements visent « d'une part à répondre à la demande croissante du mar-

ché des boissons en général, et d'autre part, répondre à la demande du gouvernement de produire et distribuer la bière Guinness dans les autres régions et pas seulement dans la Région du Littoral, en conformité avec les engagements pris lors de l'acquisition de Guinness Cameroun SA par le groupe Castel », a déclaré Stéphane Descazard.

Tout ceci rentre dans le cadre du plan d'investissement de 200 milliards FCFA prévu par le groupe sur 5 ans. Pour la seule année 2023, le brasseur

dit avoir investi 53 milliards FCFA. Il est par ailleurs envisagé la construction d'une distillerie d'une capacité de 10 millions de litres d'alcool. Pour rappel, Boissons du Cameroun a produit et vendu plus de 1,1 milliard de litres de bières, boissons gazeuses et eaux minérales en 2023 au Cameroun, soit un chiffre d'affaires de 729 milliards FCFA (1,111 milliard d'euros) contre 733 milliards FCFA en 2022.

sikafinance.com

Le FIDA établit un nouveau mécanisme pour soutenir le SD3C

Une avancée majeure dans la lutte contre la triple crise (COVID-19, conflits et climat) qui secoue le Sahel

Le Fonds international de développement agricole (FIDA), a annoncé, le vendredi 22 mars 2024, l'établissement d'un Mécanisme de financement multi-donateurs qui permettra de financer l'actuel Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C).

Une avancée majeure dans la lutte contre la triple crise (COVID-19, conflits et climat) qui secoue le Sahel. Le FIDA vient de mettre en place un Mécanisme de financement multi-donateurs dans le but de financer le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques. En effet, le SD3C vise à aider les petits producteurs et produc-

trices agricoles du Sahel à s'adapter aux changements climatiques tout en accroissant la production alimentaire, et en améliorant les possibilités de revenus et la cohésion sociale des communautés rurales.

Ce nouveau mécanisme, dont le financement s'élève à 100 millions de dollars, permettra d'élargir les activités prévues dans le cadre du programme SD3C dans les pays concernés et de

les étendre à d'autres pays. Il deviendra ainsi le principal vecteur d'initiatives et d'investissements du FIDA au Sahel. Il est ouvert aux pays membres du FIDA, ainsi qu'à d'autres entités telles que des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, aux organismes caritatifs et au secteur privé.

« Le Programme SD3C a créé un précédent en offrant une solution innovante de renforcement de la coopération entre les donateurs dans des contextes fragiles. Ce nouveau mécanisme de financement permettra des gains d'efficacité et une réduction des coûts identiques à ceux obtenus dans le cadre des mécanismes similaires créés et gérés jusqu'à aujourd'hui. Il permettra également de s'assurer que

les mesures qui ont trait à des questions transfrontières et qu'il est préférable de mettre en œuvre au niveau régional bénéficient d'un financement adéquat », a déclaré Norman Messer, Responsable régional du programme SD3C au FIDA.

Approuvé en 2020, le programme SD3C, exécuté sur six ans pour un coût total de 180,4 millions de dollars, a été élaboré à la demande de cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) et du Sénégal. Il a vocation à lutter contre la triple crise que traverse la région (changements climatiques, COVID-19 et conflits).

La FAO, le FIDA et le PAM (les trois organismes ayant leur siège à Rome)

ont adopté une approche conjointe inédite, dans laquelle les organisations régionales de producteurs se sont vues attribuer des rôles d'exécution et qui a un potentiel colossal, l'objectif étant de toucher 854 750 habitants des zones rurales.

Ce mécanisme se veut une contribution majeure à la lutte contre l'une des causes profondes de l'émigration des jeunes, de l'insécurité alimentaire, des conflits et de l'insécurité dans de nombreuses zones rurales du Sahel, à savoir le manque d'investissement dans la création de débouchés économiques à l'échelle locale.

oceans-news.com

CLOP

La CAF introduit un système innovant d'octroi de licences pour les clubs de première division

Après le succès de la phase pilote de la plateforme en ligne d'octroi de licence aux clubs (CLOP), la Confédération Africaine de Football (CAF) décide d'élargir l'application de cette plateforme aux compétitions nationales masculines de première division au sein des 54 associations membres. Alors que la Fédération Togolaise de Football (FTF) se prépare à organiser un atelier national du 12 au 13 avril 2024 pour éduquer les parties prenantes sur l'utilisation du CLOP (Club Licensing Online Platform), explorons en profondeur ce que cette plateforme a à offrir.

Qu'est ce que le CLOP ?

Développée pour moderniser le processus d'octroi de licences de club et d'inspection des stades, le CLOP est une avancée majeure. Selon la Confédération Africaine de Football (CAF), ce système électronique permet une gestion simplifiée et efficace, donnant aux clubs la capacité d'archiver et de soumettre en ligne les documents nécessaires pour obtenir leur licence, une étape importante pour participer aux compétitions nationales et aux inter-clubs de la CAF.

La CAF étend le CLOP aux compétitions de clubs masculins sur le continent. Initialement testé lors d'une phase pilote concluante, le CLOP s'étendra à toutes les



compétitions de clubs masculins des 54 associations membres de la CAF. Ce qui marque une avancée notable est l'obligation d'utiliser cette plateforme pour les compétitions nationales de

première division dès la saison 2024-2025.

Avantages notables du CLOP
La mise en œuvre du CLOP dans les compétitions nationales est un gage de qualité,

assurant que les normes minimales soient respectées. Muhammad F. Sidat, responsable du football professionnel à la CAF, affirme dans une interview relayée par cafonline.com que cette mesure vise à renforcer la conformité de tous les clubs aux critères d'octroi de licence, amélio-

membres, la CAF informe que pour la saison 2024-2025, il est essentiel que tous les clubs de première division respectent les critères établis dans le règlement, touchant à des domaines clés tels que la pratique sportive, les infrastructures, la gestion administrative, etc. La plateforme CLOP, déjà accessible pour la saison indiquée, promet de faciliter ce processus en rendant les informations et les démarches plus transparentes et accessibles.

L'atelier de la FTF: Un moment clé destiné à former et informer les principaux acteurs

L'atelier qu'organise la FTF en avril est une étape importante dans la préparation des clubs togolais à cette transition numérique. En donnant des informations pratiques sur l'utilisation du CLOP, l'atelier vise à assurer une mise en œuvre efficace de la plateforme au sein des clubs de première division.

Pour plus d'informations sur les licences de clubs et l'utilisation du CLOP, référez vous à la note circulaire de la CAF ICI.

rant ainsi les compétitions nationales et continentales. Critères de licence et accès au CLOP
Dans une note circulaire adressée à ses associations

Suite de la page 4

Investissement

Les investisseurs mauriciens explorent le potentiel de l'Afrique de l'ouest

a également fait remarquer qu'il était possible d'investir en Afrique de l'Ouest par le biais d'une coentreprise ou en trouvant un partenaire local, et qu'il n'était pas forcément nécessaire de « dépenser des millions de dollars » pour investir.

Les discussions ont également porté sur les nouvelles possibilités d'investissement au Ghana dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'énergie, sur la nécessité de former les jeunes en Afrique de l'Ouest pour les aider à développer leur capacité de production, sur le rôle que jouent les femmes entrepreneurs dans la gestion des risques au sein des

économies africaines et sur les questions de succession d'entreprises au sein des familles africaines à la lumière du retour de la diaspora.

Renforcer l'engagement entre Maurice et l'Afrique

En termes de renforcer l'engagement entre Maurice et le continent africain, Ganessen Chinnapen a souligné que l'EDB était pleinement engagé dans sa stratégie africaine, ayant lancé quatre feuilles de route stratégiques, pour l'Afrique du Sud, de l'Ouest, de l'Est et du Nord, où le travail est en cours. Il

a expliqué que l'EDB était en train de mettre en place une plateforme d'intelligence africaine, en tant que plateforme interactive en ligne, pour partager des informations sur les pays, le commerce et le marché entre Maurice et l'Afrique, qu'il a décrit comme « un point de référence clé pour les investisseurs potentiels entrants et sortants ».

En ce qui concerne les événements à venir, Ganessen a indiqué que l'EDB faciliterait une mission en Afrique du Sud en avril, qui coïnciderait avec la conférence de l'AVCA, et une mission de promotion des investissements et du commerce en Afrique

de l'Ouest, couvrant le Ghana, le Sénégal, le Togo et la Côte d'Ivoire, en août. Cette année, plutôt que d'organiser une autre conférence sur le partenariat avec l'Afrique, l'EDB a décidé d'organiser la réunion des investisseurs Asie-Afrique 2024, qui devrait se tenir en septembre. Il a souligné que « l'objectif ultime est de mettre en relation les investisseurs, les groupes d'investisseurs et les coentreprises afin de créer l'écosystème nécessaire aux alliances stratégiques, voire aux partenariats public-privé, pour les investissements entrants et sortants ».

L'événement a été clôturé par Samantha Seewoosurrin, co-

fondatrice de Platform Africa, en remerciant la modératrice et les panélistes d'avoir partagé leurs idées sur la façon dont Maurice contribue à la croissance et à la création d'emplois en Afrique de l'Ouest et établit également un lien avec l'Asie en tant que plaque tournante pour les investissements. Elle a également souligné l'importance de la reconnaissance des femmes entrepreneurs en Afrique, qui jouent un rôle essentiel dans la construction des économies du continent.



#EIF2024

2024 ECOWAS INVESTMENT FORUM
FORUM D'INVESTISSEMENT DE LA
CEDEAO 2024



**ECOWAS
INVESTMENT
FORUM**



24 4-5 APRIL 2024
4-5 AVRIL 2024

HOTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ - TOGO

To register / S'inscrire:

www.bidc-ebid.org/eif

SPONSORS



THEME :

**TRANSFORMING ECOWAS COMMUNITIES
IN A CHALLENGING ENVIRONMENT**

THÈME :

**TRANSFORMER LES COMMUNAUTÉS DE LA
CEDEAO DANS UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE**

Pour toute **assistance
routière** vous pouvez
maintenant **nous contacter**
sur notre **numéro vert**

▶ N° Vert **80807070**



Assistance Routière

L'union pour l'efficacité

cnct@cnct.tg

www.cnct.tg